

Les animaux chez qui l'intradermotuberculination de comparaison a donné des résultats douteux doivent être soumis à une autre tuberculination après un délai minimal de quarante-deux jours. Les animaux chez qui cette seconde tuberculination ne donne pas de résultats négatifs seront considérés comme ayant réagi positivement à la tuberculination.

c) La qualification de troupeau officiellement indemne de tuberculose peut être suspendue jusqu'à ce que le statut des animaux suivants ait été réglé :

1. animaux qui ont été considérés comme ayant eu une réaction douteuse à l'intradermotuberculination simple;
2. animaux qui ont été considérés comme ayant réagi positivement à l'intradermotuberculination simple, mais qui doivent être testés à nouveau par intradermotuberculination de comparaison;
3. animaux qui ont été considérés comme ayant eu une réaction douteuse à l'intradermotuberculination de comparaison.

33. Les animaux destinés au commerce intracommunautaire seront soumis à une intradermotuberculination simple dans les trente jours avant tout mouvement. Les animaux sur lesquels on observe une augmentation du pli de la peau de plus de 2 mm ou des signes cliniques ne peuvent être admis dans les échanges intracommunautaires.

Les animaux provenant des cheptels visés au point 32, sous c, sont exclus des échanges intracommunautaires jusqu'à ce que l'état sanitaire des animaux qui y sont visés ait été éclairci.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mars 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,

L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

P. DE KEERSMAEKER

F. 85 — 1125

21 JUNI 1985. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 19 novembre 1981 portant réglementation de la vaccination contre la peste porcine classique

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi du 30 décembre 1882 sur la police sanitaire des animaux domestiques et les insectes nuisibles, modifiée par l'arrêté royal du 14 août 1933 et par la loi du 2 avril 1971;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1981 portant des mesures de police sanitaire relatives à la peste porcine classique et la peste porcine africaine modifié par l'arrêté royal du 20 avril 1982, notamment le chapitre XI;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 11 novembre 1980, fixant les conditions destinées à rendre et à maintenir le territoire de la Communauté indemne de peste porcine classique (80/1095/CEE), notamment les articles 3 et 4;

Vu l'arrêté ministériel du 19 novembre 1981 portant réglementation de la vaccination contre la peste porcine classique, modifié par les arrêtés ministériels des 8 février 1982, 10 novembre 1982, 3 mars 1983, 15 novembre 1983 et 22 mars 1985;

Vu l'accord du Ministre des Relations extérieures,

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence,

6

Dieren die twijfelachtig reageren op de intradermale vergelijkende test dienen opnieuw aan een test te worden onderworpen na een tussenpoos van ten minste tweeënveertig dagen. Dieren die niet negatief reageren op deze tweede test worden beschouwd als positief reagerend op de test.

c) De erkenning als officieel tuberculosevrij beslag kan worden opgeschort tot uitsluitel is verkregen over de toestand van de volgende dieren :

1. dieren die beschouwd worden als twijfelachtig reagerend op de enkelvoudige intradermale tuberculinetest;
2. dieren die worden beschouwd als positief reagerend op de enkelvoudige intradermale tuberculinetest, maar die wachten op een nieuw onderzoek met een intradermale vergelijkende test;
3. dieren die beschouwd worden als twijfelachtig reagerend op de intradermale vergelijkende test.

33. Voor het intracommunautaire handelsverkeer bestemde dieren moeten binnen dertig dagen vóór hun verzending aan een enkelvoudige intradermale test worden onderworpen. Dieren die een toename van de dikte van de huidplooi van meer dan 2 mm of klinische verschijnselen vertonen, mogen niet tot het intracommunautaire handelsverkeer worden toegelaten.

Dieren uit de beslagen bedoeld in punt 32, sub c, worden van het intracommunautaire handelsverkeer uitgesloten totdat een duidelijk beeld is verkregen van de gezondheidstoestand van de daarin bedoelde dieren.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 maart 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS

De Staatssecretaris voor Landbouw,

P. DE KEERSMAEKER

N. 85 — 1125

21 JUNI 1985. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 november 1981 houdende reglementering van de vaccinatie tegen de klassieke varkenspest

De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op de wet van 30 december 1882 op de diergeneeskundige politie en de schadelijke insecten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 augustus 1933 en bij de wet van 2 april 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1981 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende de klassieke varkenspest en de Afrikaanse varkenspest, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 april 1982, inzonderheid op hoofdstuk XI;

Gelet op de richtlijn van de Raad der Europese Gemeenschappen van 11 november 1980 houdende voorschriften welke ertoe strekken het grondgebied van de Gemeenschap vrij van klassieke varkenspest te maken en te houden (80/1095/EEG), inzonderheid op artikelen 3 en 4;

Gelet op het ministerieel besluit van 19 november 1981 houdende reglementering van de vaccinatie gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 8 februari 1982, 10 november 1982, 3 maart 1983, 15 november 1983 en 22 maart 1985;

Gelet op het akkoord van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Considérant que la situation en matière de peste porcine classique dans le nord de la province d'Anvers nécessite la prise de mesures immédiates,

Arrête :

Article 1er. L'article 2 de l'arrêté ministériel du 19 novembre 1981 portant réglementation de la vaccination contre la peste porcine classique, modifié par l'arrêté ministériel du 22 mars 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Dans les régions II, III et IV, la vaccination contre la peste porcine classique est interdite à l'exception des parties des provinces de Flandre orientale et d'Anvers délimitées à l'article 2bis. »

Art. 2. L'article 2bis du même arrêté modifié par l'arrêté ministériel du 22 mars 1985 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2bis. § 1^{er}. Dans l'ancienne commune de Weelde de la commune de Ravels, tout détenteur est tenu de faire vacciner contre la peste porcine classique avant le 30 juin 1985 tous les porcs qu'il détient âgés de plus de cinq semaines, par un vétérinaire agréé, dans les conditions fixées au § 2.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, tout détenteur dans l'ancienne commune de Weelde de la commune de Ravels ainsi que dans la partie de la province de Flandre orientale, formée par les communes de Zele et de Hamme, par la partie de la commune de Lokeren située au sud de la route nationale N14 et par la partie de la commune Termonde située au nord de l'Escaut, est tenu de faire vacciner contre la peste porcine classique durant leur sixième semaine de vie, tous les porcelets nés dans son exploitation, par un vétérinaire agréé dans les conditions fixées au § 2.

§ 2. Au moment de la vaccination exécutée en application du § 1^{er}, le vétérinaire vaccinateur établit un certificat en trois exemplaires sur lequel il mentionne :

- 1° le nombre de porcs vaccinés par groupe d'âge;
- 2° les numéros des marques auriculaires des porcs pesant moins de 50 kg;
- 3° le numéro de lot et de contrôle du vaccin utilisé;
- 4° la date de la vaccination.

Le vétérinaire délivre l'original du certificat au détenteur après l'accomplissement de la vaccination. Il envoie le jour même le double à l'inspection vétérinaire et garde le dernier exemplaire.

§ 3. Pour les vaccinations visées au § 1^{er} les dispositions des articles 8, 9 et 10 s'appliquent. »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 8 février 1982 et 22 mars 1985, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. § 1^{er}. Pour autant que des porcs d'élevage et d'engraissement importés ou provenant des régions II, III et IV, à l'exception des parties des provinces de Flandre Orientale et d'Anvers, visées à l'article 2bis, sont introduits dans une exploitation de la région I ils doivent être vaccinés endéans les 24 heures après leur arrivée à l'exploitation.

§ 2. Pour autant que des porcs importés ou provenant d'une région où la vaccination de ces porcs contre la peste porcine classique est interdite, soient introduits dans une exploitation située dans une région visée à l'article 2bis, ils doivent être vaccinés endéans les 24 heures après leur arrivée à l'exploitation et selon les modalités fixées à l'article 2bis. »

Art. 4. L'article 11 du même arrêté modifié par les arrêtés ministériels des 8 février 1982 et 22 mars 1985, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 11. § 1^{er}. Les porcs vaccinés autres que les porcs de boucherie ne peuvent pas quitter la région I. Les cas particuliers concernant l'exportation seront tranchés par le Service vétérinaire.

§ 2. Les porcs autres que les porcs de boucherie ne peuvent quitter la zone visée à l'article 2bis.

Le service de l'inspection vétérinaire peut, dans les conditions qu'il détermine, accorder des dérogations pour le transport de porcs provenant de ces régions vers la région I. »

Art. 5. Les arrêtés ministériels des 8 février 1982 et 22 mars 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 19 novembre 1981 portant réglementation de la vaccination contre la peste porcine classique sont abrogés.

Overwegende dat de sanitaire toestand op gebied van klassieke varkenspest in het noorden van de provincie Antwerpen er het nemen van onmiddellijke maatregelen noodzaakt,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het ministerieel besluit van 19 november 1981 houdende reglementering van de vaccinatie tegen de klassieke varkenspest, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 22 maart 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. In de gebieden II, III en IV is de vaccinatie tegen klassieke varkenspest verboden behalve in de in artikel 2bis omschreven gedeelten van de provincies Oost-Vlaanderen en Antwerpen. »

Art. 2. Artikel 2bis van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 22 maart 1985, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 2bis. § 1. In de deelgemeente Weelde van de gemeente Ravels is ieder houder verplicht al de varkens ouder dan vijf weken die hij houdt, vóór 30 juni 1985, door een aangenomen dierenarts te laten vaccineren tegen de klassieke varkenspest onder de voorwaarden bepaald bij § 2.

Onverminderd het bepaalde in het voorgaande lid is, in de deelgemeente Weelde van de gemeente Ravels, alsmede in het gedeelte van de provincie Oost-Vlaanderen bestaande uit de gemeenten Zele en Hamme, het gedeelte van de gemeente Lokeren ten zuiden van de rijksweg N14 en het gedeelte van de gemeente Dendermonde ten noorden van de Schelde, ieder houder verplicht al de biggen die op zijn bedrijf geboren zijn, gedurende hun zesde levensweek, door een aangenomen dierenarts te laten vaccineren tegen klassieke varkenspest onder de voorwaarden bepaald bij § 2.

§ 2. Op het ogenblik van de vaccinatie uitgevoerd in toepassing van § 1 stelt de vaccinerende dierenarts een certificaat in drie exemplaren op waarop hij vermeldt :

- 1° het aantal per leeftijdsgroep gevaccineerde varkens;
- 2° de nummers der oormerken der varkens die minder dan 50 kg wegen;
- 3° het lot- en controlnummer van de gebruikte entstof;
- 4° de datum van de vaccinatie.

De dierenarts overhandigt het origineel van het certificaat na het beëindigen van de vaccinatie aan de houder. Hij zendt dezelfde dag een dubbel aan de inspecteur-dierenarts en behoudt zelf het laatste exemplaar.

§ 3. Voor de vaccinaties bedoeld bij § 1 zijn de bepalingen van de artikelen 8, 9 en 10 van overeenkomstige toepassing. »

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 8 februari 1982 en 22 maart 1985, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 4. § 1. Voor zover fok- en mestvarkens die ingevoerd worden of afkomstig zijn uit de gebieden II, III en IV, met uitzondering van de in artikel 2bis bedoelde gedeelten van de provincies Oost-Vlaanderen en Antwerpen, op een bedrijf in gebied I worden binnengebracht, dienen ze binnen de 24 uren na aankomst op dit bedrijf, gevaccineerd te worden.

§ 2. Voor zover varkens die ingevoerd werden of afkomstig zijn uit een gebied waar de vaccinatie van deze varkens tegen klassieke varkenspest verboden is, worden binnengebracht op een bedrijf gelegen in een gebied bedoeld bij artikel 2bis, dienen ze binnen de 24 uur na aankomst op dit bedrijf te worden gevaccineerd te worden, volgens de modaliteiten bepaald bij artikel 2bis. »

Art. 4. Artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 8 februari 1982 en 22 maart 1985, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 11. § 1. Gevaccineerde varkens andere dan slachtvarkens mogen gebied I niet verlaten. Bijzondere gevallen in verband met de uitvoer dienen door de Diergeneeskundige Dienst beslecht te worden.

§ 2. Het is verboden varkens andere dan slachtvarkens uit de in artikel 2bis bedoelde gebieden te voeren.

De dienst voor diergeneeskundige inspectie kan onder de voorwaarden die hij bepaalt, afwijkingen toestaan voor het vervoer van varkens uit deze gebieden naar gebied I. »

Art. 5. De ministeriële besluiten van 8 februari 1982 en 22 maart 1985 tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 november 1981 houdende reglementering van de vaccinatie tegen de klassieke varkenspest worden opgeheven.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 juni 1985.

Le secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. 85 — 1126

23 MAI 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 juin 1983 instituant, pour la Région bruxelloise, une prime unique pour la construction ou l'acquisition d'un logement, ainsi qu'une assurance contre la perte de revenus

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi créant les institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, notamment l'article 2;

Vu le Code du Logement, annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970, et approuvé par la loi du 2 juillet 1971, modifié par la loi du 25 mars 1981 complétant le Code du Logement par les dispositions particulières pour la Région bruxelloise, notamment l'article 103;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique d'expansion économique régionale et de la politique industrielle énergétique où une politique régionale différenciée se justifie, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979, délimitant les matières de la politique du logement où une politique régionale différenciée se justifie, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1981 relatif à l'Exécutif de la Région bruxelloise, modifié par l'arrêté royal du 8 juin 1984;

Vu l'arrêté royal du 23 juin 1983 instituant, pour la Région bruxelloise, une prime unique pour la construction ou l'acquisition d'un logement, ainsi qu'une assurance contre la perte de revenus, modifié par l'arrêté royal du 23 janvier 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en cas de vente publique l'acte authentique est passé directement et qu'ainsi la demande ne peut être introduite avant la passation de l'acte authentique;

Considérant qu'il est nécessaire que les demandeurs qui ont construit ou acquis un logement avant le 15 février 1985 puissent bénéficier de la prime par le biais d'une disposition transitoire;

Vu la délibération de Nos Ministre et Secrétaires d'Etat en Exécutif de la Région bruxelloise;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 8 de l'arrêté royal du 23 juin 1983 instituant, pour la Région bruxelloise, une prime unique pour la construction ou l'acquisition d'un logement ainsi qu'une assurance contre la perte de revenus, modifié par l'arrêté royal du 23 janvier 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. La demande doit être introduite auprès du Ministère de la Région bruxelloise, avant la passation de l'acte authentique de vente, au moyen d'un formulaire mis à la disposition par cette administration.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 21 juni 1985.

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

N. 85 — 1126

23 MEI 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 juni 1983 tot instelling, voor het Brussels Gewest, van een eenmalige premie voor de oprichting of de verwerving van een woning, alsook van een verzekering tegen inkomstenverlies

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet tot oprichting van de voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de Huisvestingscode, gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1970 en goedgekeurd bij de wet van 2 juli 1971, gewijzigd bij de wet van 25 maart 1981 tot aanvulling van de Huisvestingscode met bijzondere bepalingen voor het Brussels Gewest, inzonderheid op artikel 103;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het beleid van gewestelijke economische expansie en van het industrieel en energiebeleid waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het huisvestingsbeleid, waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1981 betreffende de Executieve van het Brussels Gewest, gewijzigd door het koninklijk besluit van 8 juni 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 juni 1983 tot instelling, voor het Brussels Gewest, van een eenmalige premie voor de oprichting of de verwerving van een woning, alsook voor een verzekering tegen inkomstenverlies, gewijzigd bij koninklijk besluit van 23 januari 1985;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat bij een openbare verkoop de notariële akte onmiddellijk wordt verleden en de aanvraag zodoende onmogelijk kan ingediend worden voor het verlijden van de notariële akte;

Overwegende de noodzakelijkheid dat de premie zou kunnen worden toegekend door middel van een overgangsbepaling aan aanvragers die voor 15 februari 1985 een woning hebben gebouwd of verworven;

Gelet op de beraadslaging van Onze Minister en Staatssecretarissen vergaderd in de Executieve van het Brussels Gewest;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 8 van het koninklijk besluit van 23 juni 1983 tot instelling, voor het Brussels Gewest, van een eenmalige premie voor de oprichting of de verwerving van een woning, alsook van een verzekering tegen inkomstenverlies, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 januari 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. De aanvraag moet ingediend worden bij het Ministerie van het Brussels Gewest vóór het verlijden van de notariële koopakte, bij middel van een formulier ter beschikking gesteld door deze administratie.